ECONOMIE, SECURITE ET STABILITE EN RUSSIE: DES ENCHAINEMENTS FATALS?

Gérard Wild

*Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII),
Paris*

Tous les Etats sont soumis, à tout moment, à des menaces internes et externes qui tendent à mettre en cause plus ou moins radicalement leur intégrité fonctionnelle, voire leur identité; en un mot, à les déstabiliser au point de troubler leur sécurité. Les manuels modernes de science politique dressent une liste longue des facteurs, notamment économiques, susceptibles à la fois d'effriter les cohésions internes et d'affaiblir les protections externes.¹ Appliquer les grilles de lecture fournies par ces ouvrages à la Russie d'aujourd'hui fait de celle-ci un des Etats du monde où la question de la sécurité, au sens le plus profond du terme, se pose avec la plus grande acuité: les évolutions politiques et économiques semblent n'y obéir à aucune autre "logique" que celle de l'anomie. La crise longue que traverse le pays, rythmée par des crises conjoncturelles dont chacune paraît être annonciatrice d'un cataclysme définitif, est une sorte de "cas d'école" de la spirale descendante qui relie économie, stabilité et sécurité. A cette aune là se dessine pour la Russie - et par contrecoup pour le reste du monde - un avenir de plus en plus gris.

Deux schémas classiques d'analyse sont le plus souvent mobilisés pour rendre compte de la situation particulièrement inquiétante de la Russie (pour elle-même et pour son environnement international proche ou lointain) du point de vue des relations entre économie, stabilité, et sécurité. Ils sont largement complémentaires, et les auteurs qui analysent l'évolution russe en terme de dérive fatale les manient ensemble. Néanmoins ils renvoient à des logiques explicatives distinctes. La première approche met au centre de sa critique la stratégie économique libérale, lancée en 1992, qui a mis à mal le tissu productif et bouleversé le système de propriété: en ce sens, elle fait de l'économie le chaînon conducteur de la question sécuritaire. La seconde approche met la spécificité russe au cœur de son analyse: en ce sens elle est de nature "culturaliste" et fait de l'économie un champ de vérification d'une hypothèse plus large.

Il faut reconnaître cependant que ces cadres d'analyse courants, qui débouchent le plus souvent (depuis près de dix ans) sur des prospectives de dérive, voire de chaos, auxquels la Russie semblerait inéluctablement vouée, ne suffisent pas

à rendre compte de façon totalement satisfaisante du lien entre économie, sécurité et stabilité. Ce qui se déroule en effet dans ce pays est un basculement radical de l'ensemble des référentiels sociaux. Le "choix", amorcé au début des années quatre-vingt-dix, d'un nouveau système d'allocation des ressources et de nouvelles modalités de répartition des pouvoirs est aussi celui d'une nouvelle conception de la sécurité globale du pays. Il y aurait, dès lors, une cohérence dans les mouvements qui affectent la Russie: stabilité, économie et sécurité seraient liées dans le cadre d'un processus de construction par ajustements successifs des divers éléments du système en création. Que la Russie parvienne à réaliser cette construction n'est certes pas assuré: du moins cette lecture-là de la trajectoire ouvre-t-elle d'autres perspectives pour la compréhension et l'accompagnement de la transformation du pays.

La politique économique russe et ses implications pour la sécurité

Le lien qu'on établit le plus généralement entre l'économie, la stabilité et la sécurité passe par le rappel des performances économiques, puis par l'analyse de leurs conséquences sociales et politiques, enfin par l'examen des conditions dans lesquelles cet ensemble de caractéristiques de l'évolution interne affecte la relation avec l'étranger, et donc la sécurité externe. La Russie, de ce point de vue, fournit une occasion particulièrement "riche" pour vérifier l'existence d'une spirale dépressive par laquelle une politique économique donnée semble avoir enclenché une instabilité croissante et une dégradation marquée de la sécurité globale.

Crise structurelle et crises conjoncturelles

La Russie traverse depuis 1992 - date de la mise en place de ce qu'il est convenu d'appeler la thérapie de choc - une crise économique sans précédent: il suffit, pour la caractériser en un chiffre, de rappeler qu'elle a conduit en dix ans à réduire de moitié environ le niveau de production.² Cette crise structurelle interminable a été abondamment commentée, et le propos ici n'est pas d'en proposer une description supplémentaire. Ce qu'il convient de souligner par contre, c'est que les solutions proposées pour mettre fin à l'effondrement de la production nationale ne semblent avoir pour seul résultat que de l'aggraver, et de conduire le pays de crise conjoncturelle en crise conjoncturelle de plus en plus aiguë. La dernière en date, celle du mois d'août 1998, est apparemment révélatrice de l'incapacité à stabiliser l'économie par des recettes inscrites dans la même logique macro-économique que celle qui est réputée avoir provoqué le cataclysme productif. Elle paraît avoir démontré en outre que la privatisation semblait plus se signaler par des effets pervers que par une amélioration de l'efficacité générale des entreprises. A peine a-t-on réduit l'inflation et amorcé

la stabilisation du produit national que les finances extérieures se dégradent; pense-t-on avoir trouvé un remède à cette dérive qu'il apparaît pire que le mal, débouchant sur une nouvelle poussée inflationniste et une nouvelle baisse des productions. On se trouverait ainsi devant une sorte de spirale descendante justifiant une remise en cause radicale de la stratégie adoptée initialement. Macro-économie et micro-économie sont déconnectées, de même que sphère réelle et sphère financière. C'est la stratégie dans son ensemble qui paraît devoir être condamnée, et revue. Et dès lors que cette stratégie a été élaborée en liaison avec les institutions financières internationales - sous leur pression disent certains - ce sont elles aussi qu'il convient de récuser, sous peine de voir le pays continuer de glisser vers d'autres crises et un chaos de plus en plus prononcé.

Crise et sécurité interne

Une crise économique d'une telle ampleur et d'une telle durée ne peut conduire qu'à faire peser des risques graves sur la sécurité interne du pays. Pour une part la crise joue à la façon d'un révélateur: elle favorise le creusement de fissures sociales préexistantes à la crise économique elle-même. Ainsi, elle exacerbe le potentiel conflictuel qui résulte du caractère multinational de la société russe. La crise tchéchène n'est certes pas à mettre principalement au compte de la situation économique - les passions se nourrissent dans ce cas, et dès l'origine, d'un passé tsariste et soviétique lourdement chargé - mais on peut penser qu'elle n'eût pas prit le même tour dans un contexte moins dégradé. De la même façon, les tensions entre le centre et les périphéries républicaines (le Tatarstan en particulier) doivent vraisemblablement beaucoup à la crise économique et à la volonté qu'ont les autorités locales de protéger leurs populations, de préserver leur pouvoir dans la répartition des ressources.

De tels comportements caractérisent aussi les "sujets" russes de la Fédération, au point que certains scénarios d'éclatement du pays, évoqués dès le début de la transformation et renouvelés à l'occasion de chaque crise, ne les distinguent guère de ce point de vue des "Républiques ethniques". A tout le moins, l'hétérogénéité des contrats liant le Centre et les différents éléments de la périphérie en matière de répartition des pouvoirs - dont celui de l'allocation des ressources - est lié à la différenciation des situations de crise, tout autant qu'à la volonté de construire un fédéralisme moins formel que celui qui régnait en U.R.S.S.

Plus profondément encore, la crise économique, par ses effets négatifs sur la sécurité des individus et l'accès, de plus en plus inégal, aux ressources, nourrit l'échappement d'une grande partie de la société et de l'ensemble de ses acteurs à la volonté du centre, fragilisant toujours plus le pouvoir et la légitimité de ce dernier. La triple question de la fuite des capitaux, du non-paiement des impôts, et du développement de l'économie parallèle en témoigne avec évidence. Enfin, et la crise du mois d'août 1998 l'a à nouveau montré, c'est la vie politique qui se trouve de plus en plus profondément déstabilisée, et radicalisée. L'économique,

le social et le politique semblent ainsi liés dans une autre spirale régressive, dont l'aboutissement, à moins de considérer que l'instabilité et l'insécurité croissantes puissent être des caractéristiques durables d'un système social, ne peut être en effet qu'un désordre sans cesse croissant.

Economie et sécurité externe

Une liaison tout aussi néfaste part de l'économie pour mettre en cause cette fois la sécurité externe. Elle passe bien sûr par la réduction considérable du potentiel de défense, que ce soit du fait de la destruction ou du mauvais fonctionnement d'une partie des industries militaires. Elle passe encore par la démoralisation qui touche les personnels des armées, logés en grande partie à la même enseigne que le reste de la société. Il suffit de rappeler, pour évaluer d'une certaine façon l'affaiblissement de la capacité à assurer, ne serait-ce que par le moral des troupes, la sécurité externe (et à certains égards, comme le suggère l'affaire tchétchène, la sécurité interne), que la moitié des électeurs dépendent d'une façon ou d'une autre des forces armées (militaires, travailleurs du complexe militaro-industriel, retraités, ainsi que leurs familles).³

Mais là peut-être n'est pas le risque le plus marqué qui pèse sur la sécurité externe: à nouveau un enchaînement se met en place qui, conduit à exacerber les dangers, pour la Russie et pour le monde extérieur. On renvoie ici au sentiment de menace que la perte du statut de puissance internationale majeure de la Russie engendre dans la société et dans ses élites politiques: au point que l'étranger - l'Occident - finit par être suspecté d'avoir été et d'être le fossoyeur conscient du pays par les conseils prodigués et les conditions formulées dans le cadre de son "assistance". Une fois de plus, la crise de l'été 1998 doit être évoquée pour illustrer le caractère circulaire du mécanisme de méfiance réciproque qui s'installe entre la Russie et les pays et institutions occidentales. Et on ne saurait évidemment sous-estimer les logiques de raidissement croissant de la relation avec l'extérieur: la crise du Kosovo a démontré que la tentation en était forte. La question de l'élargissement de l'OTAN relève d'une logique similaire de renforcement des postures conflictuelles. L'effondrement économique de la Russie semble bien être la cause centrale de la moindre capacité du pays à peser sur les relations internationales. Il peut être également perçu comme la raison principale du rétrécissement géographique de sa sphère d'influence, y compris vis-à-vis des pays les plus proches et, par conséquent de l'extension de celle des pays occidentaux.

Nombre d'observateurs, russes ou occidentaux, appliquent au cas russe cette analyse simple mais robuste de la relation entre sécurité, stabilité et économie, où cette dernière apparaît comme la base matérielle du désordre actuel et du chaos à venir, et où se trouve mise au cœur de la "fonction de sécurité" la stratégie économique engagée en 1992 et poursuivie avec une certaine constance depuis lors. La pertinence de cette thèse, formulée dès le départ de la transition,

et qui donne au “niveau des forces productives” (symbolisé par la croissance) et aux “rapports de production” (résumés par le mode de propriété) un rôle explicatif majeur, mérite cependant, malgré sa robustesse, d’être vérifiée, et à tout le moins d’être complétée.

L’irréductible spécificité de la Russie

Une interprétation qui ferait de l’économie le *deus ex machina* des risques qui pèsent sur la sécurité de la Russie (jusqu’à menacer son existence même) ne suffit pas en effet à rendre compte en totalité de la relation entre économie, stabilité et sécurité. Il est à cela des raisons d’ordre général, qui valent pour tous les pays qui sont engagés dans des logiques profondes de changement, et notamment les pays en transition. Elles conduisent à prendre en compte la dimension socio-culturelle de la transformation. Mais les contempteurs de la stratégie économique mise en œuvre en 1992 en Russie vont plus loin: ils soulignent dans leurs analyses les spécificités radicales du pays de ce point de vue. Le lien entre économie et sécurité y devient alors si particulier qu’il semble rendre la Russie irréductible à toute stratégie ayant pour objectif d’y instaurer la double logique du marché et de la démocratie.

Société et économie

Les champs social et politique ne peuvent être considérés, c’est banal de le dire, uniquement en tant que lieux d’observation de l’impact de chocs survenus dans la sphère économique. Ils sont aussi des facteurs déterminants de l’évolution économique: chaque société se caractérise par un ensemble de pratiques et de représentations héritées du passé qui influent à la fois sur l’acceptation, l’orientation, et la réussite de toute stratégie économique novatrice. A ce titre déjà, ils jouent un rôle à part entière dans la montée ou l’atténuation des risques d’insécurité. L’économie étant en relation de complémentarité circulaire avec le social et le politique, il était donc naturel que ce point prenne sa place dans l’analyse du changement en Russie. Et ce qui rendrait ce pays particulier, dans cette perspective, c’est d’abord la dimension dramatique de l’évolution de l’économie, donc des conséquences sociales, donc des risques pesant sur la sécurité par effet cumulatif.⁴

Il semble qu’il y ait accord entre la plupart des observateurs de la transition russe sur le fait que l’économie est source d’insécurité, et sur le fait que le social et le politique jouent un rôle aggravant dans la crise. Ce qui est moins communément admis par contre, c’est de considérer que dans son cas, le lien croisé de l’économie et du social ne puisse conduire qu’à l’insécurité absolue⁵: la remise en cause de son existence, à tout le moins sa capacité à maintenir une trajectoire de transformation pacifique.

Or il est suffisamment de pays où - contre toute attente si on veut bien se souvenir des nombreuses mises en garde énoncées dans le passé et fondées sur

des analyses proches de celles qui sont faites à propos de la Russie - les enchaînements fatals ne se sont pas produits pour qu'on puisse imaginer qu'ils n'ont pas plus lieu d'être dans ce pays que dans les autres. Ou alors il faut admettre que le cas russe se distingue par des pesanteurs particulièrement prononcées, des particularités irréductibles pour qu'on affirme à son sujet que l'issue de la tentative faite pour y instaurer la démocratie de marché ne peut y être que négative. C'est en effet ce que nombre d'analyses tentent de mettre en évidence.

Sécurité externe et choix de développement

Ces analyses, il est vrai ne manquent pas d'arguments. Il est indéniable que la Russie a hérité d'un ensemble de caractéristiques fondamentales qui éclairent sous un jour largement spécifique la question du rôle que doivent jouer la sécurité et les représentations que la société s'en est forgée au fil du temps dans le choix des stratégies et des politiques économiques, dans la configuration même du système social qui lui convient. Rappeler ces caractéristiques peut en effet ébranler toutes les éventuelles certitudes qu'on peut avoir a priori concernant l'excellence des règles du jeu libéral, du point de vue économique comme du point de vue politique, pour la Russie. Ainsi est-il pertinent de mentionner des facteurs aussi fondamentaux que la dimension d'un pays, sa localisation, sa géographie interne, son peuplement, comme des données pesant sur les représentations que peuvent avoir ses habitants et ses dirigeants concernant les orientations économiques et politiques à adopter pour satisfaire des impératifs de sécurité.⁶ La Russie, cet espace particulièrement vaste, sans barrières "naturelles" vis-à-vis des communautés humaines denses et nombreuses qui le bordent, par contraste peu peuplé (et en outre de façon hétérogène), est de tous temps confronté à une sorte de fragilité structurelle - que l'histoire a permis de vérifier à de nombreuses reprises - imposant une attention particulière aux exigences de la protection externe et à la mise en place d'un système de défense ambitieux (jusqu'à la conquête de "glacis" toujours considérés comme défensifs), et coûteux. Cette propension a valu pour l'empire tsariste, puis pour le système soviétique, au point de fournir une grille de lecture tout à fait satisfaisante de l'histoire longue du pays: la contradiction séculaire entre le désir de modernité et d'occidentalisation d'une part, la nécessité de la puissance et de l'isolement protecteur d'autre part.⁷

La logique du marché et de l'internationalisation ne fait pas que heurter de plein fouet les structures productives - ce point a déjà été évoqué - du fait de l'importance des industries liées à la défense: elle remet aussi profondément en cause les représentations sociales de la sécurité externe. Le fait que nombre de Russes vivent désormais à l'étranger semble ne pouvoir qu'exacerber le complexe sécuritaire et rendre inacceptable plus qu'ailleurs l'adoption d'une telle logique.

Sécurité et système social

Quant à l’empreinte de l’histoire et la géographie sur les conditions de réalisation de la sécurité du point de vue interne, elle est pour une grande part liée à l’impératif de sécurité externe. Comme dans tout empire de grande taille et hétérogène, les risques externes semblaient imposer, à l’intérieur, un contrôle rigoureux des autorités centrales, ainsi qu’une prise en charge par l’Etat de nombreux aspects du développement économique et social. Et en ce domaine encore, la période soviétique a largement renforcé cette propension, en instaurant sur la base d’une certaine idée préalable de l’organisation sociale, un système de prise en charge des citoyens qui a fortement contribué à façonner et ancrer des habitudes de sécurité et de stabilité personnelle.⁸ Et la transition a profondément bouleversé du point de vue des individus ces habitudes, en débouchant sur l’accroissement des inégalités, sur l’affaiblissement de la protection sociale, sur l’augmentation de l’insécurité personnelle.

En vérité, il n’est que peu d’épisodes historiques susceptibles d’être appelés à la rescousse pour atténuer l’idée que la Russie a en matière de démocratie et de marché aussi peu de prédispositions - sans même parler d’appétence - qu’elle n’en a à l’égard de l’ouverture internationale. Certains d’ailleurs accumulent les arguments de type “culturaliste” pour enfoncer encore le clou de l’irréductible spécificité de la Russie face aux implications effectives du changement en cours. Parmi elles, on rappellera bien sûr celles qui font état de “l’âme russe”; de sa double nature, européenne et asiatique; du rôle joué par l’orthodoxie ou le souvenir du “joug mongol”. Mais il y a aussi celles qui se réfèrent à l’empreinte cumulative laissée par le soviétisme, en matière de propension au collectivisme, au rejet de l’inégalité par l’argent (voire de l’argent lui-même), à la passivité, etc...⁹ Là encore, la stratégie en cours serait d’une certaine façon “contre nature”, conduisant inévitablement à la montée victorieuse de “forces de rappel”.

Il y aurait donc, au cœur de l’instabilité russe, une relation à double sens, fondamentalement spécifique, entre économie et sécurité, qui renvoie à des caractéristiques identitaires construites au fil d’une longue histoire. Elles expliquent la permanence de la nostalgie de l’ordre ancien dans une grande partie de la société et des élites. Pour beaucoup d’analystes occidentaux, mais surtout russes, elles condamnent par-là même le projet de transformation économique et sociale en cours: l’écèlement simultané de l’empire et de l’utopie ont débouché sur un vide, que le modèle de démocratie marchande serait, selon eux, incapable de combler.

Cette constatation, souvent, débouche sur l’expression d’un regret: que les dirigeants précédents, mal appuyés par l’Ouest dans leur tentative de réforme, aient échoué à préserver l’Union soviétique et les valeurs qu’ils continuaient, malgré tout, de proclamer comme leurs. Parfois, elle sert à justifier sinon un véritable retour en arrière (une sorte de contre-thérapie de choc), du moins une extension de l’économie administrée, une renationalisation des rapports de

production, et une rupture avec les institutions et les règles du jeu “occidentales”. Enfin, et de plus en plus, elle vise à expliquer à l’avance une dérive autoritaire d’un nouveau type qui aurait pour légitimité d’être la conséquence d’une politique économique mal avisée.

Logique et réalités de la transition

En fait, nul ne doutait, dès l’origine, que l’engagement vers la démocratie et le marché serait pour la Russie d’une complexité toute particulière. L’exemple de pays qui avaient tenté peu avant elle de prendre le même chemin avait montré que les logiques de changement qui y étaient été mises en œuvre posaient avec acuité, au moins pour un temps, la question des risques encourus, pour eux-mêmes et pour l’environnement international. Il était clair que pour la Russie héritière de l’URSS, la difficulté à opérer le changement serait plus grande encore. Comme on l’a dit, la critique de la stratégie de transition au nom même des phénomènes qu’on savait devoir survenir, de même que l’annonce de la dérive et du chaos potentiel, datent du début même de la transition russe.

Le rappel de l’ancienneté de cette critique ne vise pas essentiellement à souligner la faible capacité prédictive des analyses qui la sous-tendent. Après tout, à l’échelle d’un processus socio-économique de cette ampleur, les quelques années qui viennent de s’écouler ne suffisent pas à juger de la pertinence de scénarios “noirs”.¹⁰ Cependant, les chocs qui ont frappé la Russie sont d’une telle intensité qu’on ne peut pas ne pas s’interroger sur les raisons expliquant le maintien, tant bien que mal, de la trajectoire de transition. On ne peut pas ne pas tenter de formuler d’autres hypothèses que celle de l’irréductible spécificité russe, d’autres logiques que celle de l’enchaînement fatal pour rendre compte et du présent et du futur de la Russie. Les réponses de l’Occident à la crise russe doivent tenir compte de ces autres hypothèses.

La remise en cause de l’ancienne cohérence sécuritaire

On oublie trop souvent que la stratégie de transformation adoptée par les dirigeants russes en 1992 prend sa source dans un désordre général qui mérite plus le nom de chaos que celui qui caractérise le pays aujourd’hui. On voudra bien se souvenir que la chute des productions dans l’espace soviétique a commencé dès 1990, et que la pente du déclin approchait, fin 1991, 20%. Il n’est pas inutile de rappeler également que les pressions inflationnistes - larvées tout au long de l’histoire de l’Union soviétique - s’étaient aggravées à la fin des années quatre-vingt, sous la forme d’une exacerbation des pénuries et un allongement des files d’attente, pour déboucher, fin 1991, sur des formes plus ouvertes frisant l’hyperinflation. Enfin, il faut également mentionner l’ampleur qu’avaient prise, dans les mêmes années, les logiques de fragmentation et d’échappement

généralisé (républiques, régions, entreprises, citoyens) à l'emprise des autorités centrales.

Ce n'est pas ici le lieu de dresser un tableau détaillé de l'état de l'économie et de la société à la veille de la thérapie de choc. Ce n'est pas non plus le moment de débattre des erreurs commises en ces années-là. L'intérêt d'un tel rappel réside uniquement dans la mise en évidence d'un fait trop fréquemment occulté: la prise de liberté par les agents économiques et les citoyens date d'avant l'octroi de ces libertés dans le cadre de la stratégie de transition. La transition et sa logique "libérale" ont pris naissance "en bas", et les mesures prises au début de 1992 ont eu en fait pour objectif principal de guider un mouvement irrépressible, de l'accompagner, par des mesures aussi adaptées que possible. La stratégie de transition, pas plus en Russie qu'ailleurs, n'est l'invention d'ingénieurs sociaux éduqués à l'étranger; elle est le résultat endogène d'une évolution sociale.¹¹

Quant au sens de cette évolution, dans la perspective qui est la nôtre, il est suggéré par la négligence même de la société soviétique de la fin des années quatre-vingt à l'égard des implications des événements du point de vue de la sécurité, personnelle et collective, interne et externe. Ce que cette société remet en cause par son mouvement, au travers du désordre qui se crée dans les champs politique, social, économique, c'est aussi le système de sécurité qui structurait l'ensemble de ces champs. C'est l'obsession sécuritaire qui est radicalement contestée, et ses implications en matière d'organisation sociale, celle-ci n'ayant pas permis au fil du temps de satisfaire une partie des objectifs sociaux et économiques au nom de quoi elle avait été instaurée.

La logique de la transition

La transformation de la Russie apparaît dès lors comme un changement qui concerne en parallèle le champ de la sécurité et celui de l'allocation des ressources. A un système caractérisé par le contrôle de l'Etat-Parti, mobilisant un système d'allocation de ressources - le plan - au nom de la sécurité, se substitue un autre système fondé sur la libéralisation de l'activité des acteurs sociaux et l'ouverture. Ce système, a priori, n'est pas moins producteur de sécurité et de stabilité à terme que l'ancien: l'exemple des pays occidentaux et d'autres pays en transition en témoigne. Mais il est vrai que les implications concrètes d'une telle transformation sont difficiles à assumer.

Surtout, elle bute sur un problème crucial: celui du décalage dans les délais de maturation des différents éléments constitutifs du changement. Ainsi, pour ce qui est du système économique, il y a un premier décalage: entre la mise en place des outils de l'allocation des ressources (prix, monnaie, taux de change...) d'une part, et la construction des institutions disposant du pouvoir d'allocation (Etat, régions, banques, entreprises...). Le délai de maturation de ces dernières est inévitablement plus long que celui nécessaire à l'introduction

des outils de base du marché. Il y a un autre décalage tout aussi délicat à maîtriser: celui qui s'observe entre les deux éléments du système d'allocation qui viennent d'être mentionnés d'une part (outils et institutions), et une troisième composante, l'attitude sociale, tant les référentiels sociaux acquis sont en effet remis en cause par l'introduction du marché.

Il en va de même pour ce qui est des questions de sécurité: les outils doivent changer (système de protection et de contrôle social, nature et quantité des forces de sécurité...); de même que les institutions et les relations qu'elles entretiennent entre elles et avec les autres institutions (armée, police, Etat...); de même enfin que les référentiels sociaux (attitude à l'égard des autorités et de l'Etat-providence...). Et là aussi les délais du changement sont plus lents et plus difficiles selon les segments, les attitudes et les pratiques sociales étant les plus longues à se modifier.

Cette logique générale de la transformation permet de comprendre la dialectique qui est en œuvre en Russie, et qui est semblable à celle qui prévaut dans tous les pays en transition. Elle semble donner raison aux critiques de la solution "libérale", qui reproche à cette dernière d'avoir négligé la construction préalable des institutions d'une part, la mise en place d'une pédagogie sociale active d'autre part. Mais en réalité, on voit bien que l'état de la Russie à la veille de la transformation n'a guère laissé de temps pour cela. On voit aussi que les institutions et la culture nouvelles ne peuvent être instaurées ex ante (par copiage ou par invention d'en haut) pour peu qu'on les souhaite adaptées aux spécificités de la société. La transformation ne peut se faire que par un processus inductif, la libéralisation des outils guidant la construction institutionnelle et la modification des référentiels sociaux, au travers d'un ajustement incessant entre les différents champs du système.

Un autre scénario pour la Russie

C'est cette logique d'apprentissage, amorcée dès la fin des années quatre-vingt, qui est à l'œuvre en Russie, avec toutes les difficultés, et tous les risques, que l'on sait: apprentissage d'une nouvelle identité, c'est à dire d'une nouvelle vision de soi et du monde (les référentiels); apprentissage d'une organisation sociale (les institutions); apprentissage de guides de l'action individuelle et collective (les outils). Rien n'assure encore que ce processus débouchera sur des "monstruosité" dont certains craignent que la Russie n'accouche. Rien ne garantit non plus que la Russie se banalisera dans une perspective proche: les spécificités du pays, on l'a vu, sont indéniables. Mais on peut trouver dans l'évolution de ces dernières années tout autant d'éléments prêchant en faveur d'une vision plus sereine de la construction en cours que de points confirmant les scénarios catastrophistes qui depuis plusieurs années circulent volontiers. Il faut se souvenir pour cela du chaos qui menaçait l'espace post-soviétique à l'aube des années quatre-vingt-dix, et de l'intensité des crises, politiques et

économiques, qui ont frappé la Russie depuis sa réapparition en tant qu'Etat sur la scène internationale. Elles ont pour la plupart été surmontées, se révélant ainsi, jusqu'à présent, plus comme des crises de maturation que comme des soubresauts annonciateurs de l'écroulement final. Rien n'autorise à dénier a priori à la Russie la capacité de produire "sa" démocratie, "son" capitalisme, "son" système de sécurité, "son" fédéralisme.

Cette interprétation ne néglige certes pas les phénomènes "pervers", particulièrement visibles dans ce pays comme les délits d'initiés, la corruption, la fuite des capitaux, les trafics d'influence, la confusion des genres..., - toutes choses rassemblées dans son cas sous le nom de "dérives mafieuses". Elle ne néglige pas non plus l'insuffisante maturation des politiques publiques, qui témoigne de la difficulté à trouver le bon positionnement de l'Etat dans le jeu social (plus qu'à restaurer son omnipotence). Mais tout en donnant à comprendre que la dimension de ces faits, plus que leur existence même, révèle la spécificité russe dans la transition, elle suggère malgré tout la possibilité de leur dépassement, conformément à la logique profonde qui vient d'être énoncée.

Ce dépassement, d'ailleurs, sera d'autant plus "aisé" que l'Occident maintiendra le rôle qu'il a jusqu'à présent tenu, celui de pourvoyeur public de moyens (avant que le secteur privé prenne, là comme ailleurs, la relève), de pédagogue (sous conditions), de partenaire (toujours vigilant). Au fond, l'Ouest lui aussi est, face à la transformation russe et au niveau paysage international qu'elle a instauré, devant un phénomène économique politique et social auquel il doit lui-même s'accoutumer, après l'avoir longtemps souhaité. Son action est caractérisée elle aussi par des erreurs tactiques liées en grande partie à la nouveauté des situations à gérer. Il a à tenir compte de ce que son propre horizon économique, politique et sécuritaire s'est trouvé considérablement modifié par la transition russe, et que la stabilité du monde et la sienne propre passe, d'une certaine façon également, par un apprentissage.

Notes

- 1 De Senarclens, Pierre. *Mondialisation, souveraineté et théories des relations internationales*. Paris : Armand Colin, 1998. 218 p.
- 2 La Commission économique pour l'Europe indique, concernant le Produit Intérieur Brut, pour une base 100 en 1989, un niveau de 55,9 en 1998. On sait que l'année 1999 sera à nouveau le théâtre d'une baisse. Depuis 1989, seule l'année 1997 a été une année de croissance (de 0,8 %). CEE/ONU. *Economic Survey of Europe*, 1999 N°2. Genève : ONU, 1999.
- 3 Chkolnyi, Alexeï. "Le débat sur le budget de la défense en Russie". *Politique Etrangère*, 1996 (n° 4): pp. 791-802.
- 4 Notons d'ailleurs que même à s'en tenir à cette liaison circulaire entre l'économique et le social, on n'est pas autorisé pour autant à mettre en cause radicalement les principes généraux de la stratégie économique suivie depuis 1992. On peut aussi arguer de ce que l'évolution russe est due surtout à l'application insuffisamment convaincue de préceptes qui en eux-mêmes ne sont pas contestables dans leur pertinence
- 5 Sapir, Jacques. *Le chaos russe. Désordres économiques, conflits politiques, décomposition militaire*. Paris : La Découverte, 1996. 329 p. Sapir, Jacques. *Le krach russe*. Paris : La Découverte, 1998. 139 p.
- 6 Voir entre autres sur ce point : Gottman, Jean. *La politique des Etats et leur géographie*. Paris : Librairie Armand Colin, 1952. 228p.
- 7 Sokoloff, Georges. *La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours*. Paris : Fayard, 1993. 938p.
- 8 Du moins qui ont prévalu à partir de la fin des années cinquante. Car pour ce qui est de la période de l'instauration du socialisme, on sait que la sécurité personnelle n'en a pas été le trait prédominant.
- 9 Gratchev, Pavel. *L'exception russe. Staline est-il mort?* Paris : Editions du Rocher, 1997. 222p.
- 10 Au moins doit-on reconnaître qu'ils ne se sont pas réalisés, que ce soit celui de l'éclatement de la Russie, celui d'une nouvelle révolution sociale violente, ou encore celui d'une dérive nationaliste et militaire aux conséquences incalculables pour les voisins proches et lointains...
- 11 Bien entendu, il faudrait évoquer plus avant des raisons qui ont conduit les responsables de l'époque à ouvrir les "vannes" sociales.